

Winnie Byanyima

10 décembre 2019,
Genève, Suisse

Ouverture du 45e Conseil de Coordination
du Programme de l'ONUSIDA

RAPPORT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'ONUSIDA



DERNIÈRE LIGNE DROITE
AVANT 2030 : ACCÉLÉRER LA
LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS
ET L'INJUSTICE

INTRODUCTION

Bonjour Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil, les Ministres, les Ambassadeurs, chers amis et chers collègues.

Permettez-moi tout d'abord de remercier les millions de séropositifs et de personnes affectées par le virus pour la lutte éclairée et inspirante qu'ils mènent en faveur de la santé et de la justice sociale depuis 40 ans.

Je tiens à vous remercier toutes et tous de la solidarité dont vous avez toujours fait preuve envers ce combat.

C'est un privilège de servir les Nations Unies et de faire partie de ce Conseil, qui est unique en son genre à l'ONU en ce qu'il accorde de manière claire une place aux communautés et à la société civile.

Je suis honorée par la confiance que vous avez placée en moi pour diriger l'ONUSIDA.

Ce mouvement que je rejoins est aussi un symbole, qui est né avec des hommes homosexuels aux États-Unis et en Europe, puis s'est étendu à l'Afrique et au monde entier. Un mouvement de personnes qui revendiquent leur droit à la vie, à la santé, et à l'égalité; de femmes, piliers des familles et des communautés, qui s'occupent des malades et élèvent les orphelins. C'est le courage de ces communautés, ainsi que leur action, qui ont mené à la création de notre Programme commun. Le mouvement a fait d'énormes progrès, mais nous devons maintenant accélérer la cadence, car nous savons que dans toute course, c'est toujours la dernière ligne droite qui est la plus difficile. Nous avons besoin d'une nouvelle approche.

Nous avons accompli d'immenses progrès, dont nous pouvons être fiers :

- Le nombre de nouvelles infections à VIH a diminué ces dix dernières années.
- Le sida tue beaucoup moins qu'avant.
- Au total, 24,5 millions de personnes dans le monde sont sous traitement contre le VIH, soit deux fois plus qu'en 2012.
- Sur l'objectif 90-90-90, quatre séropositifs sur cinq connaissent leur statut sérologique, 78 % de ceux qui connaissent leur statut sérologique sont sous traitement et 86 % des personnes sous traitement ont une charge virale supprimée.

Mais, malgré ces progrès, le monde n'est pas sur la trajectoire que nous nous sommes engagés à suivre, en 2016, à l'Assemblée générale des Nations Unies. L'année 2020 s'achève dans moins de 13 mois.

En 2018, 770000 personnes sont mortes d'une maladie liée au sida. Nous ne parvenons pas à amener le traitement aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment les séropositifs atteints de tuberculose. C'est une inégalité que nous devons combattre. Nous ne pouvons pas tolérer que certaines personnes reçoivent un traitement et puissent vivre longtemps, alors que d'autres meurent.

Certains commencent un traitement, mais ne sont pas assez suivis pour le poursuivre.

On dit qu'ils sont « perdus de vue », mais en réalité c'est le système qui les trahit.

Nous avons pris tellement de retard en matière de prévention que nous n'atteindrons pas notre objectif de 75 % de réduction des nouvelles infections à VIH d'ici fin 2020. Si nous avons réduit de manière considérable les nouvelles infections à VIH dans certains pays, elles sont en augmentation dans d'autres.



Nous ne sommes pas en voie d'atteindre notre objectif d'éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants. Seuls 12 pays et territoires ont atteint l'objectif de l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Près de la moitié (46 %) des enfants séropositifs ne sont pas sous traitement.

Il est scandaleux que chaque semaine, 6000 adolescentes et jeunes femmes contractent le VIH. Les femmes et les filles sont le visage de l'épidémie en Afrique subsaharienne : chez les adolescents, les filles représentent quatre nouvelles infections sur cinq.

Dans d'autres régions, en particulier dans la région Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe de l'Est, les nouvelles infections sont majoritairement enregistrées parmi les populations clés. En 2018, plus de la moitié des 1,7 million des nouvelles infections à VIH dans le monde ont été recensées parmi les populations clés et leurs partenaires.

Des droits sont enfreints : les droits des homosexuels et des autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, des utilisateurs de drogues injectables, des professionnels du sexe, des personnes transgenre, des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées, des personnes incarcérées et des personnes handicapées.

Il y a de profondes lacunes dans notre riposte et des régions entières, comme l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, restent à la traîne. Ces lacunes résultent de notre incapacité collective à placer l'égalité au centre de notre lutte et à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des populations clés. Ces lacunes découlent de notre incapacité à instaurer des mesures que nous savons efficaces, par exemple un système de réduction des risques destiné à tous les utilisateurs de drogues injectables.

Trop de pays continuent de criminaliser les séropositifs ainsi que d'autres populations clés, bien qu'il ait été prouvé qu'en plus d'être inhumaine, cette approche est contre-productive. Les inégalités et les injustices renforcent l'épidémie de VIH.

Les axes de la pauvreté, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la race, de l'âge et de la classe se recoupent. Certains peuvent bénéficier des avancées de la science, mais d'autres non.

Certains reçoivent des services de qualité centrés sur la personne, mais ce n'est pas le cas de tous. Nous devons donc concentrer nos efforts sur la lutte contre l'inégalité d'accès et l'inégalité de résultats.

2020 : UNE ANNÉE POUR RÉFLÉCHIR À LA MANIÈRE DONT NOUS POUVONS TRAVAILLER ENCORE MIEUX ENSEMBLE

La riposte mondiale au VIH et le Programme commun sont emblématiques de la valeur du multilatéralisme et de la solidarité mondiale. L'année 2020 sera pour nous l'occasion de réfléchir à la manière dont le Programme commun peut fonctionner encore mieux.

J'ai rencontré les chefs de secrétariat de nos Coparrainants le mois dernier et les ai remerciés d'avoir renouvelé leur engagement en faveur de l'action collective et de la collaboration dans le cadre du Programme commun. Je suis particulièrement fière et reconnaissante envers Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour sa conduite éclairée au cours de cette année de transition.

Alors que nous nous préparons à une décennie d'action accélérée pour atteindre les objectifs du développement durable (ODD), le Secrétaire général des Nations Unies nous a tous appelés à accélérer le rythme de nos travaux. Pour le Secrétariat de l'ONUSIDA, 2020 sera surtout une année de planification et de préparation pour la décennie à venir, afin de faire en sorte d'être apte à diriger et coordonner l'objectif de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030.

Nous prévoyons d'intensifier nos travaux dans quatre domaines :

- La transformation de la culture interne du Secrétariat de l'ONUSIDA.
- L'élaboration de la prochaine stratégie
- L'augmentation et la maximisation des ressources du Programme commun.
- Les nouvelles priorités d'action programmatiques.

UN PERSONNEL INSPIRÉ, ANIMÉ PAR DES VALEURS, QUI DIRIGE ET COORDONNE LA RIPOSTE

Ma grande priorité est le plus bel atout de cette organisation : son personnel. J'ai déjà rencontré de nombreux membres du personnel de l'ONUSIDA. Ils sont pour moi une source d'inspiration. Ils sont motivés par la mission, pleins de ressources et de détermination. Nombreux sont ceux qui luttent contre l'épidémie depuis ses débuts. C'est un honneur de travailler parmi eux.

Je tiens à remercier le Conseil de Coordination du Programme, et en particulier la Présidence chinoise, d'avoir guidé l'ONUSIDA à travers la récente crise de réputation, ainsi que ma collègue Gunilla Carlsson et l'équipe de direction pour leurs efforts sur la voie du rétablissement.

Mme Carlsson quittera l'ONUSIDA à la fin de son contrat, début 2020. Je vous invite à vous joindre à moi pour la remercier des services qu'elle a rendus à l'ONUSIDA et lui souhaiter plein succès dans ses activités futures.

Le Plan d'action de la direction, accueilli favorablement par le Conseil, jette les bases d'une véritable transformation. Nous avons accompli beaucoup de choses, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons poursuivre nos travaux pour rétablir la confiance au sein du personnel et avec les partenaires extérieurs, et continuer à changer la culture pour que l'ONUSIDA ne tolère jamais aucun abus de pouvoir,

ni de harcèlement, y compris sexuel, ni de brimades. L'Organisation encourage son personnel à ne pas hésiter à signaler clairement ces comportements.

Nous nous appuyerons sur le Plan d'action de la direction pour renforcer la prévention ainsi que notre réponse à toutes les formes d'abus de pouvoir. Avec une approche féministe, nous nous attaquerons aux déséquilibres de pouvoir au travail et dans toutes nos activités, y compris les programmes, les partenariats et la collecte de fonds.

Nous encouragerons une nouvelle culture, nous adopterons une nouvelle façon de travailler et nous alignerons notre comportement sur la mission de l'ONUSIDA et sur les valeurs des Nations Unies.

Nous investirons dans le volet intervention, en renforçant les rapports et les enquêtes, et nous fournirons un soutien aux victimes et aux survivants.

Rétablir la confiance et se remettre ne peut commencer véritablement que si nous démontrons que nous mettons fin à l'impunité. L'une de mes priorités immédiates est le règlement des cas en suspens. Je tiens à vous assurer que, depuis mon arrivée le mois dernier, j'ai pris des mesures pour régler certains dossiers.

L'ONUSIDA doit devenir un lieu où tous les membres du personnel sont en sécurité, respectés, égaux et à leur meilleur niveau de créativité. Nous travaillerons sans relâche pour faire renaître la joie et la fierté de travailler à l'ONUSIDA.

Certains défis auxquels le Secrétariat est confronté exigent des changements à l'échelle du système des Nations Unies. Je suis impatiente de contribuer à ces réformes. Je défendrai des normes plus strictes en matière de lutte contre le harcèlement sexuel, l'exploitation et l'abus de pouvoir, en veillant à ce que l'ONU soit un lieu sûr et digne pour toutes les femmes et tous les hommes.

LA PROCHAINE PHASE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SERA ENCORE PLUS DIFFICILE : LA NOUVELLE STRATÉGIE DE L'ONUSIDA

Nous avons encore du chemin à parcourir : 9,4 millions de personnes sont toujours en attente de traitement, et il y a 1,7 million de nouvelles infections à VIH chaque année. Nous avons un travail à faire, et la prochaine phase de la riposte mondiale sera encore plus difficile.

Malheureusement, nous constatons une complaisance croissante, et une lassitude des donateurs. Le sida est en train de disparaître des programmes de développement dans certains endroits. La riposte se heurte également à un recul de nombre de droits fondamentaux acquis de haute lutte, en particulier la santé et les droits sexuels et reproductifs ainsi que les droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenre et intersexe (LGBTI). Dans de nombreux pays, l'espace de la société civile se réduit, et les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme se multiplient. La crise climatique et l'extrémisme violent empiètent sur les budgets de la santé dans certains pays du Sahel.

La prochaine stratégie de l'ONUSIDA jettera un pont entre 2020 et 2025, et permettra d'avancer vers l'ODD 3 d'ici 2030. L'ONUSIDA mène déjà un processus de définition d'objectifs pour 2025 et nous prévoyons d'intégrer ces objectifs à la nouvelle stratégie.

Le processus d'élaboration de la prochaine stratégie sera profondément axé sur les données et consultatif, fondé sur des échanges avec le personnel de l'ONUSIDA, nos Coparrainants, la société civile, les séropositifs et les personnes affectées par le VIH, les jeunes, les institutions religieuses, les ministres de la Santé, des Finances et de la question de genre, les parlementaires, les chercheurs, les donateurs et le secteur privé.

Nous prévoyons de présenter un projet de stratégie en amont de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida en 2021.

Une fois la stratégie adoptée, nous réalignerons la structure de l'ONUSIDA afin d'être en mesure d'atteindre nos objectifs et de disposer des ressources humaines et

financières appropriées aux bons endroits, en particulier au niveau des pays. À chaque étape de cette tâche, je solliciterai les conseils et le soutien des membres du Conseil de Coordination du Programme.

DOTATION EN RESSOURCES DU PROGRAMME COMMUN

L'ONUSIDA est connu pour fournir une orientation stratégique et effectuer des activités de plaidoyer, de coordination et d'appui technique dans de multiples secteurs afin de lutter de manière efficace et efficiente contre le sida. Nous produisons des informations et des analyses stratégiques qui permettent de mieux comprendre l'épidémie de sida et nous suivons les progrès accomplis dans la réalisation de nos objectifs communs.

Dans le cadre de mes fonctions, je suis déterminée à renforcer l'action de l'ONUSIDA au niveau des pays. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (PEPFAR) et l'ONUSIDA se complètent mutuellement et ce ne sera qu'ensemble que nous pourrons obtenir des résultats pour les populations. J'attends avec intérêt de rencontrer Peter Sands la semaine prochaine pour voir comment nous pouvons unir nos forces afin de faire le plus possible pour les gens. Je me rendrai également aux États-Unis au début de l'année prochaine pour rencontrer à Washington Deborah Birx, Coordinatrice mondiale de la lutte contre le sida aux États-Unis et Représentante spéciale pour la diplomatie mondiale de la santé, ainsi que d'autres partenaires.

Ce Conseil de coordination du programme est bien conscient du sous-financement important du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) depuis 2015. Avec un manque de 30 % dans les ressources de base, il est difficile pour le Programme commun de fournir l'appui nécessaire aux programmes nationaux de lutte contre le sida, d'assurer le développement et la mise en œuvre efficaces des subventions du Fonds mondial et d'apporter un soutien national aux programmes bilatéraux, tels que PEPFAR.

Le Programme commun reste fortement tributaire d'un petit nombre de donateurs, qui méritent des remerciements et une reconnaissance particulière pour leur soutien à l'ONUSIDA en cette période critique. Merci à vous.

Nous devons diversifier les sources de financement et renforcer la collecte de fonds, en nous adressant davantage aux autres États membres, au secteur privé, aux fondations et à la philanthropie.

Alors que nous repensons notre stratégie de collecte de fonds, nous allons également devoir réduire nos activités afin de rester dans les limites de notre enveloppe budgétaire actuelle. L'ONUSIDA est dans une situation financière précaire et je m'engage à être prudente dans la gestion financière de nos précieuses ressources.

NOUVELLES PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES POUR REMETTRE LA RIPOSTE MONDIALE AU SIDA ET L'ONUSIDA SUR LES RAILS

La structure de l'ONUSIDA et les domaines sur lesquels nous nous concentrons n'ont pas suivi l'évolution de l'épidémie ni les tendances dans les différentes régions. Notre prochaine stratégie nous aidera à répondre à ces tendances, mais en 2020, nous allons devoir intensifier notre travail dans quatre domaines prioritaires.

LES FEMMES ET LES FILLES EN AFRIQUE

Premièrement, nous devons faire de toute urgence des progrès dans le domaine des droits des femmes et des filles et de l'égalité des sexes. Le sida reste la principale cause de décès chez les femmes en âge de procréer en Afrique subsaharienne. Les filles représentent quatre nouvelles infections à VIH sur cinq chez les adolescents de la région.

Dans le monde, une femme sur trois subira des sévices physiques ou sexuels au cours de sa vie. Dans trop de communautés, la première expérience sexuelle d'une femme est violente.

Des millions de jeunes n'ont pas accès aux services de santé élémentaires dont ils ont besoin : préservatifs gratuits, dépistage VIH sans consentement parental et prophylaxie préexposition (PrEP).

Il est de notre devoir de veiller de toute urgence à ce que toutes les femmes et les filles puissent exercer leurs droits sexuels et reproductifs et accéder aux services.

La scolarisation des filles réduit leur risque de contracter le VIH. Nous devons faire en sorte que tous les jeunes puissent rester à l'école et à ce que chaque école offre une éducation sexuelle complète et de qualité.

Nous allons intensifier notre travail avec nos Coparrainants (en particulier l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF et l'ONU Femmes) pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste et les normes sociales et politiques qui rendent les femmes et les filles plus vulnérables au VIH. Il est tout simplement absurde que les services de lutte contre le VIH et la planification familiale ne soient pas intégrés; je tiens à ce que notre Programme commun s'engage à changer cela dès maintenant.

Nous prévoyons de lancer une initiative d'intensification en 2020, à l'occasion du 25e anniversaire de la Conférence de Beijing. Cette initiative mobilisera les gouvernements et rassemblera les mouvements de femmes, le mouvement de lutte contre le VIH et ainsi que d'autres mouvements de défense des droits fondamentaux pour mettre fin à l'épidémie du sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030, en mettant l'accent sur les droits des femmes et des filles.

DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME DE TOUS, PARTOUT, POUR L'ACCÈS, L'ÉGALITÉ ET LA DIGNITÉ — AUJOURD'HUI, À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME, ET TOUS LES JOURS

Deuxièmement, notre riposte au VIH fonctionne enfin pour des millions de séropositifs, mais elle n'est pas au rendez-vous pour les personnes marginalisées. Les droits des populations clés sont bafoués et leur santé est compromise.

Sans jugement, nous devons garantir aux populations clés accès aux services liés au VIH. Nous devons les traiter comme des citoyens à part entière afin qu'ils puissent jouir de leur droit à la santé et obtenir des services pour se protéger et protéger leurs partenaires.

Un monde où la riposte au sida est efficace pour tous est un monde où les lois vont dans le sens des droits des individus — et non pas à leur encontre —, un monde où chacun a droit à une couverture médicale universelle de qualité et le droit d'être traité avec respect et dignité.

Nous devons investir davantage dans les droits de l'homme et dans les organisations des populations clés, et inviter les gouvernements à garantir les droits de tous sans discrimination. Nos services doivent s'appuyer sur une approche fondée sur les droits et des méthodes qui fonctionnent pour les populations clés. Nous devons pleinement intégrer les services, du VIH à la tuberculose, en passant, entre autres, par les maladies non transmissibles et le cancer du col de l'utérus. Promouvons la science dans les innovations, les outils médicaux et les systèmes de prestation qui fonctionnent pour les populations clés.

La répression et les restrictions imposées aux personnes, groupes et campagnes LGBTI sont inacceptables. Les jeunes sont jugés et punis pour ce qu'ils sont et ceux qu'ils aiment.

À l'ONUSIDA, nous nous concentrerons sur la réforme des lois, des politiques et des pratiques et nous ferons du soutien aux populations clés notre priorité.



METTRE LA SCIENCE, L'INNOVATION ET LA TECHNOLOGIE ENTRE LES MAINS DE CHACUN

Troisièmement, la riposte au sida a toujours été à la pointe de l'innovation : nous sommes passés de huit comprimés par jour à un comprimé par jour. Nous sommes passés d'un régime de traitement à 10000 dollars par an à un régime à 74 dollars par an, et de la prestation en établissement à la prestation de services communautaires.

Mais aujourd'hui, les données montrent que nous devons encore innover. Il nous faut un remède et un vaccin, ainsi que de nouveaux outils de prévention, de diagnostic et de traitement.

Des millions de personnes ont commencé un traitement contre le VIH l'année dernière, mais certaines ont été perdues de vue au suivi. La PrEP fonctionne pour certains, encore trop peu nombreux.

Nous avons besoin d'avancées scientifiques qui se traduisent par des méthodes qui fonctionnent pour tous, qui fonctionnent pour les jeunes et qui fonctionnent de la même manière pour les femmes et les hommes, y compris les personnes transgenres.

Lorsque j'ai visité des cliniques à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, j'ai pu constater les progrès et l'innovation incroyables de la riposte sud-africaine, notamment avec les distributeurs automatiques de médicaments antirétroviraux. J'ai aussi vu la difficulté des gens qui doivent faire avec de longs délais d'attente et des services de soins mal équipés.

L'ONUSIDA a un rôle essentiel à jouer pour aider les pays à identifier et à tirer parti du pouvoir de la science, de l'innovation et de la technologie pour sauver des vies.

L'an prochain, je souhaite que nos équipes se concentrent sur trois domaines pour s'attaquer aux inégalités par l'innovation :

- Premièrement, les possibilités d'accélérer la diffusion des innovations à court terme, des plus extraordinaires, comme l'intelligence artificielle, aux plus simples, comme les tests de TB LAM de détection de la tuberculose, afin d'être plus vite au plus près du terrain.
- Deuxièmement, la mise en place d'un ensemble de services intégrés de lutte contre le VIH dans toutes les cliniques dans les milieux à forte charge de morbidité, afin de mettre fin aux décès inutiles.
- Troisièmement, rendre le traitement et la prévention du VIH plus simples et plus accessibles, afin de correspondre aux différents modes de vie.

FINANCER LA RIPOSTE MONDIALE

Le quatrième point concerne le financement. En octobre, alors que je me préparais à rejoindre l'ONUSIDA, je me suis réjoui de la nouvelle de la reconstitution des ressources du Fonds mondial. Il était très encourageant de voir un grand nombre de donateurs, qui sont assis autour de cette même table, répondre à l'appel audacieux du Président français, Emmanuel Macron, et s'engager à verser plus de 14 milliards de dollars à ce fonds. Vingt-trois partenaires de mise en œuvre ont contribué à la reconstitution des ressources, dont beaucoup pour la première fois.

Cela prouve qu'il y a bien des ressources disponibles pour éliminer le sida, et que nous devons donc mieux défendre notre cause. Nous devons également mieux optimiser l'efficacité de chaque dollar que nous dépensons.

Toutefois, j'ai appris avec inquiétude qu'en 2018, les ressources mondiales consacrées au VIH avaient baissé d'un milliard de dollars. La riposte au sida est maintenant confrontée à un déficit de financement annuel de plus de 7 milliards.

À cet égard, le soutien continu du PEPFAR à la lutte mondiale contre le sida et à l'ONUSIDA demeure essentiel. Merci, Madame l'Ambassadrice Birx, d'avoir œuvré au maintien du soutien bipartite.

L'Afrique, la région la plus touchée par le VIH, traverse une grave crise financière. Nous devons relever quatre défis qui entament sa capacité à investir dans la santé de tous ses habitants :

- L'évasion fiscale internationale. Des milliards de dollars de bénéfices sont acheminés depuis l'Afrique vers des paradis fiscaux à l'étranger, réduisant ainsi la capacité des États à investir dans des priorités vitales, comme la santé.
- Stagnation et baisse de la mobilisation des recettes nationales. Malgré une décennie d'expansion économique, il n'y a pas eu de réformes fiscales progressives qui auraient permis d'augmenter budgets destinés aux investissements sociaux. Les pays africains n'ont pas les systèmes nécessaires pour prélever l'impôt sur les investissements privés, en particulier ceux des entreprises internationales. Nous saluons le travail mené par le Président du Rwanda, Paul Kagame, et l'Union africaine, sur le financement de la santé.
- La dette. Entre 2007 et 2017, alors que les recettes des impôts diminuaient et que les emprunts permettaient aux économies de se développer, la moitié des pays africains à faible revenu étaient surendettés ou risquaient fort de le devenir. L'Afrique est ainsi entrée dans une nouvelle crise de la dette. Le remboursement de la dette absorbe aujourd'hui les finances publiques, au détriment de ce qui nous tient le plus à cœur : les investissements en matière de santé publique, notamment la riposte au sida.
- Une responsabilité partagée. J'appelle tous les partenaires de développement, les fondations et le secteur privé à ne pas reculer en ces temps difficiles. Même avec la reconstitution des ressources du Fonds mondial et le soutien remarquable du PEPFAR, il nous reste encore à combler une fois pour toutes notre déficit croissant de financement.

Et l'Afrique n'est pas seule. L'ONUSIDA va renforcer sa capacité à aider les pays en matière de fiscalité et d'allègement de la dette et à proposer des solutions pour protéger et accroître les investissements dans le domaine de la santé.

CONCLUSION

J'ai exposé mes nouvelles priorités pour 2020.

J'ai l'intention de constituer un groupe stratégique consultatif pour m'aider à faire émerger certaines des meilleures idées tant de l'intérieur et de l'extérieur de la communauté de lutte contre le sida. Je remercie Quarraisha Abdool Karim, Directrice scientifique associée du Centre de recherche sur le sida en Afrique du Sud (CAPRISA), Rico Gustav, Directeur exécutif du Global Network of People Living with HIV, et Matthew Kavanagh, professeur de santé mondiale à l'Université de Georgetown, qui ont aimablement accepté de coprésider ce groupe.

Je compte sur lui pour veiller à ce que le processus d'élaboration de la stratégie s'appuie sur des faits et des données, qu'il soit consultatif et informé directement par les populations touchées, ainsi que par les populations que nous n'avons pas incluses par le passé.

Il guidera également le processus de rétablissement et de reconfiguration de l'ONUSIDA et veillera à ce que l'Organisation soit pleinement alignée sur notre stratégie de mobilisation des ressources. Et surtout, il nous aidera à trouver le meilleur moyen de faire en sorte que le Programme commun ait le plus grand impact possible dans les pays, en veillant à ce que chaque équipe conjointe de l'ONUSIDA sur le terrain se concentre sur les objectifs spécifiques au pays, qu'elle soit adaptée à ses objectifs et qu'elle travaille avec compétence et rigueur.

Je me réjouis de travailler avec vous à la pointe de la lutte pour la santé, la dignité et la justice sociale pour tous.

J'ai l'intention de travailler en étroite collaboration avec vous. Ensemble, nous allons accélérer la cadence et gagner cette course.

